

SOLIDARITÉ

Une caravane sahraouie à Sidi-Bel-Abbès

Une caravane de solidarité du Sahara occidental a fait escale mardi à Sidi Bel-Abbès pour y séjourner trois jours après avoir été l'hôte de la wilaya de Tindouf, Béchar et Naâma.

Le ministre de l'Habitat et du Repeuplement du territoire sahraoui accompagné d'une délégation de 50 membres dont le chef des archives sahraouies, des secrétaires généraux, des chefs de daïra, des représentants des enfants de chouhadas, des représentants de l'union des étudiants, de la société civile sahraouie a été reçu à la résidence de la wilaya. Au cours d'une réception organisée en leur honneur, le ministre de l'Habitat sahraoui a

tenu au cours d'une allocution à remercier la wilaya de Sidi- Bel- Abbès qui fut l'une des premières à accueillir des étudiants sahraouis dont la plupart sont actuellement des cadres au Sahara occidental. Poursuivant son discours, l'hôte a abordé un point très important celui de la solidarité qui lie les deux pays, souhaitant au passage le renforcement des

aides. Par ailleurs, la caravane lors de son séjour ira à la rencontre de la société civile de Sidi-Bel-Abbès ville, de celle des daïras de Sfisef et Telagh. Des expositions et des soirées musicales animées par des artistes sahraouis se tiendront sur la place de la Concorde dans la zone de Sidi Djilali dans le chef-lieu.

A. M.

RENCONTRE NATIONALE SUR LA CRITIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE À ANNABA

Retour aux sources

Parce que Mme Khalida Toumi, ministre de la Culture a opposé son veto, Annaba n'aura pas ses Journées cinématographiques méditerranéennes (JCMA). Les 4^{es} devaient être relancées au courant de l'été 2007 soit une année après l'installation du comité d'organisation par M. Ibrahim Benghayou, à l'époque wali de Annaba.

«Qu'à cela ne tienne» semblent dire les passionnés du cinéma, en décidant de participer à la première rencontre nationale sur la critique et l'écriture cinématographiques à Annaba les 20 et 21 juillet 2008. Durant ces deux journées, les réalisateurs, scénaristes, acteurs et spectateurs n'ont pas été nombreux à se presser au Palais de la culture et des arts Mohamed-Boudiaf. Ils ne le sont plus d'ailleurs depuis la fin des années 1990. Exception faite de quelques-uns, comme les réalisateurs Djamel Hazourli, Ahmed Zir, Hachemi Zertal, D' Ahmed Cheniki, universitaire et homme de culture, Maâmar Farah journaliste, beaucoup n'avaient pas jugé utile d'effectuer le déplacement à Annaba. Mais quelle volonté, quelle spontanéité, quel brio et quel chemin parcouru par ces hommes et ces femmes en deux jours de rencontre. Dans leur comportement et dans les propos des uns et des autres, on sentait cette farouche détermination à réhabiliter, à tenter de revenir aux sources du cinéma algérien,

même si les salles de cinéma sont de plus en plus rares. C'est dire que Driss Boudiba, le directeur de la culture, et Menadjlia El Hadba, la directrice du Palais de la culture, les deux chevilles ouvrières de cette manifestation, avaient de quoi se réjouir et être satisfaits de leur initiative. Ils ont permis à plusieurs dizaines de participants de vivre 48 heures durant, des moments d'émotion intenses. Ce qui a eu pour conséquence les nombreuses expressions passionnées et contradictoires des amoureux de la pellicule et du cinéma, perplexes mais séduits. Certains soulignaient l'inexistence des moyens et l'absence de l'Etat pour faire naître de ses cendres le cinéma algérien. D'autres renâclaient à l'idée d'organiser une quelconque manifestation liée au cinéma. Il y a ceux qui avaient estimé que les principaux animateurs de ce secteur n'ont rien fait pour défendre ou pour réhabiliter le septième art dans notre pays. En le mettant au-devant de l'actualité nationale, ces deux jours de rencontre cinématographique d'Annaba pourraient marquer le début de cette réhabilitation. C'est certainement l'un des objectifs que se sont assignés les organisateurs en faisant appel à des noms connus de la réalisation cinématographique, de la critique et de l'écriture du cinéma national. En quelques heures, les intervenants ont réussi à faire admettre l'idée d'une reprise de la

réalisation cinématographique en Algérie. Dans sa communication «Peut-on être critique de cinéma dans un pays sans salles de projection», Maâmar Farah, journaliste au *Soir d'Algérie*, s'est interrogé sur différents aspects du septième art. De la critique difficile quand il s'agit d'art à la particularité de la critique cinématographique, et de l'absurdité de parler de films que personne ne verra à la disparition des cinéclubs, cet amoureux du cinéma n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour asséner des vérités. Maâmar comme d'autres journalistes et hommes de culture, ont la certitude que les responsables algériens n'ont pas une claire conscience de ce que le cinéma peut rendre comme service à la collectivité. C'est le cas de le dire après avoir visionné le film de 30mn réalisé à Stockholm (Suède) par Mahfoudi Mohamed-Tahar. Il s'agit d'un véritable réquisitoire contre les dangers de l'immigration, l'éloignement, l'exploitation de l'homme par l'homme dans le monde occidental, l'effolement des jeunes issus des pays du sud de la Méditerranée face aux difficultés. En fait, dans ce film, le réalisateur relate ses années de présence sur le sol suédois, ses difficultés à trouver du travail, malgré sa maîtrise de la langue du pays hôte et sa nostalgie de l'Algérie son pays qu'il a fui, pour éviter d'être victime des terroristes.

A. Djabali

GESTION DES DÉCHETS HOSPITALIERS

Une problématique à prendre en charge

Après avoir débattu la gestion des déchets ménagers et ferreux, c'est au tour de ceux hospitaliers de faire l'objet d'une rencontre régionale à Annaba.

Organisée le 20 juillet dernier, elle a réuni les professionnels de la santé entre responsables de structures et directions des ministères de la Santé et de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme (MATET), les gestionnaires de cliniques et laboratoires d'analyses privés ainsi que les pharmaciens d'officines des wilayas d'Annaba, Guelma, El-Tarf, Souk-Ahras et Skikda. L'événement intervient à un moment où les structures hospitalières enregistrent une nette augmentation des maladies nosocomiales, en l'absence d'incinérateurs adaptés — les rares existant étant obsolètes — et les décharges publiques sont synonymes d'anarchie. C'est pourquoi, l'atelier mis en place à l'école paramédicale et présidé par le D^r Benzaïd Aïcha, directrice de la recherche et du développement, experte en management de la santé, sécurité et environnement, était important. Il a permis aux participants d'évoquer la politique environnementale de l'Algérie, la problématique de la gestion des déchets, la réglementation algérienne, la classification en catégorie et la gestion des déchets issus des activités de soins. Il ressort de leurs interventions, une inquiétude générée par la gestion aléatoire des déchets de soins et qu'il y avait lieu de le faire savoir avec détermination. Le faire savoir certes, mais aussi contribuer favorablement à la prévention des maladies et à mieux maîtriser la gestion des déchets de soins pour prétendre améliorer la santé publique. Cependant, si la gestion des déchets de

soins s'est attribué la vedette des interventions des experts, praticiens, pharmaciens et administrateurs de la santé et de l'environnement, d'autres questions ont été abordées. Il s'agit notamment de celles liées aux missions, rôle, responsabilités et compétences. Elles ont tenu le haut de l'affiche de cet atelier régional organisé par la Direction de l'environnement d'Annaba en collaboration avec le Centre national de formation aux métiers de l'environnement (CNFME). Les participants ont bien compris tout le bénéfice qu'ils peuvent tirer de cet intérêt soudain des autorités nationales à la problématique que pose la gestion des déchets de soins. La documentation

(instructions, protocoles opératoires, guides...) mise à leur disposition par les organisateurs contribuera certainement à mieux clarifier les prérogatives des uns et des autres. Développer une politique nationale plus active pour une meilleure explication sur les contraintes que génèrent les déchets de soins et leur gestion est un autre thème des débats de cet atelier régional. Tout autant que la coordination et la coopération des actions entre les structures d'intervention qui ont été abordées à travers des questions liées au management des risques dans les activités de soins et dans les procédés de traitement des déchets.

A. D.

IL Y A TROIS ANS, NOUS QUITTAIT
NABIL BELGHOUL

Ses œuvres demeurent immortelles

Trois années se sont écoulées depuis la disparition tragique de notre ami et collègue Nabil Belghoul, membre fondateur de l'agence photo New Press. Nabil Belghoul était connu pour son grand sens du professionnalisme et son abnégation pour le métier de reporter photographe qu'il a marqué de son empreinte. Trois ans après sa mort, ses œuvres continuent de barrer les unes des plus grands journaux et magazines en



Algérie et à l'étranger. Son ami de toujours, Ouahab Hebbat, directeur de New Press, fait de la perpétuation de l'œuvre de Nabil un credo et un principe. Pour lui, «la

disparition physique du confondateur de l'agence à la réputation mondiale n'altère en rien l'excellent travail fait par Nabil Belghoul, si bien qu'il est toujours présent non pas dans nos cœurs et nos esprits uniquement, mais parmi nous de façon concrète, à travers son héritage». New Press a décidé de rendre hommage à Nabil en lui consacrant trois de ses grands reportages sur son site newpressphoto.com.

JIJEL

Quand les «affaires sociales» bloquent les entreprises du bâtiment

Certaines entreprises se débattent dans une multitude de problèmes sociaux qui relèvent des pouvoirs publics. Dans le cas des 80 logements entamés dans le cadre du plan quinquennal 2005/2009, lancé par le président de la République pour un million de logements, le plan de masse établi par le bureau d'étude a effectivement prévu plusieurs actions préliminaires.

Les accès aux sites, la destruction des baraques et la déviation des blocs des lignes électriques sont les quelques interventions urgentes à entreprendre avant le démarrage des travaux.

Pour l'heure, nonobstant les efforts de l'OPGI et malgré les divers rapports transmis par les responsables d'entreprises et les bureau d'étude, les familles occupant les baraques à l'intérieur du site sont toujours là et l'OPGI continue bon gré mal gré à installer des entreprises dans des lots encore occupés.

Dans ce cas de figure, l'entreprise installée est tout bonnement confrontée à des affaires sociales qui ne relèvent pas du tout de sa compétence. Ce genre de situation n'est pas du tout fait pour avancer et atteindre les objectifs assignés.

Hamid Nabet

TLEMCEN

À quand l'ouverture du centre de santé à Imama ?

On a souvent parlé de l'isolement des habitants de la cité 400 logements et de ses conséquences parfois graves, sans pour autant que les pouvoirs publics réagissent. Il y a quelque temps, c'était le problème du courrier, qui a été réglé, mais on se pose tout de même des questions sur la non-ouverture du centre de santé réalisé dans la cité 400 logements et qui n'a pas ouvert ses portes à ce jour.

Cette structure sanitaire achevée depuis plus d'une année attend certainement une visite officielle pour être inaugurée, mais en attendant les résidents sont contraints de se déplacer aux centres d'Imama ou d'El-Kiffane pour un changement de pansement ou une simple injection.

Si l'on ne peut pas ouvrir ce centre, on peut tout de même assurer un service minimum à cette population qui dépasse 15 000 âmes.

EL-F'HOUL

10 quintaux de pommes de terre à l'abandon

La région d'El-F'houl est connue pour ses terres fertiles et surtout par la qualité de sa production de pommes de terre. Les fellahs de cette localité risquent de voir leurs efforts ruinés, et pour cause, le manque de chambres froides les oblige à abandonner une grande partie de leur production en pleine nature (à l'ombre), mais pour combien de temps, quand on sait que l'honorable tubercule ne résiste pas à la chaleur ? Mais au fait, où sont passées les chambres froides prévues dans le cadre du Calpi ? Finalement, nos agriculteurs, quand ils ne produisent pas, on les accuse de tous les maux, et quand ils arrivent à satisfaire les besoins du pays, c'est la ruine qui les attend. De réformettes en réformettes, l'agriculture algérienne reste tributaire des humeurs de nos politiciens.

M. Zenasni